

Le Mali dans tout son ensemble est en train de vivre une crise qui restera certainement dans les annales et que les futures générations se verront dans le reflet de ces événements.

Depuis le coup d'état de 1991 le Mali s'était lancé à la conquête d'une démocratie qu'il a au fil des années acquis et fut reconnu comme l'un des pays les plus démocratisés d'Afrique.

Mais en réalité cette démocratie avait bel et bien un coût que tous les maliens ignoraient à l'instar de nos dirigeants qui avaient négocié un cesse le feu avec les touaregs pendant cette époque de transition. Néanmoins le contenu inconnu de ces accords signés en 1992 nous a permis de bénéficier d'une stabilité pendant 20 ans des années au cours desquelles nos dirigeants n'ont cessé de pillé l'état malien, les détournements de fonds, le favoritisme, mauvaise gestion de l'école depuis cette époque et à cela j'ajoute l'incapacité et l'incompétence de notre gouvernement faire face à ces bandits armés qui sont dans le nord du Mali.

Aujourd'hui les touaregs ont créé un véritable désordre et une insécurité totale dans ce pays en commençant par les prises d'otages et en réclamant une indépendance que je qualifierai d'absurde et inacceptable par la prise d'arme et en commettant des massacres de tout genre y compris des viols tout récemment.

Même la France le pays colonisateur sait qu'elle n'a pas donné l'indépendance à deux états sur le territoire malien un certain 22 septembre 1960. Je pense qu'il faut relativiser les choses le Mali est une victime collatérale de la guerre déclenchée en Libye l'année dernière que les pays membres de L'OTAN ont très mal géré avec la disparition de nombreuses cargaisons d'armes qui malheureusement se sont retrouvées dans les mains de certains combattants pro-MNLA et qui leur a permis de se surarmer et d'attaquer les paisibles citoyens maliens avec l'appui des groupes islamiques et salafistes <<AQMI>>

Pour nous la France doit jouer un rôle décisif face à cette situation et ne doit en aucun cas montré un quelconque intérêt pour ces bandits armés je cite : <<Les différents portes parole du MNLA sont reçu sur France 24, ils suivent depuis la France par satellite l'avancée de leur troupes et déclarent leur indépendance depuis la France>>

Je cite : <<**La liberté d'expression oui**, mais ne doit en aucun cas favoriser l'embrasement au sein d'une population tel est le sentiment que la plupart des maliens ont face à cette médiatisation émise depuis la France qui légitime d'une façon ou d'une les exactions commises par ces groupes armés>>

Pour moi, ce coup d'état est arrivé à un moment où le Mali n'en avait pas besoin mais c'est chose faite et il faut aller très vite vers une réorganisation et permettre des élections crédibles et transparentes. Dans un second temps réorganiser l'armée et lui doter de moyens adéquats afin qu'elle puisse assurer sa mission première de défense et de sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire sans exception en privilégiant le dialogue d'abord avec tous ces groupes armés.

En ce qui concerne la mise en œuvre des actions des projets avec Lyon Solidaire cette crise n'est en aucun cas un handicap majeur car Siby est à l'opposé des zones de combat et nous

nous y allons en toute sécurité et il y a 0% de chance que ça arrive dans cette zone seulement nos seules difficultés pourraient être administratives avec beaucoup de retards si nos administrations ne travaillaient pas régulièrement. Au delà de ça nous allons pouvoir mener nos actions à terme dans les délais requis afin de permettre aux populations de Makandiana et alentour de bénéficier des services de la maternité.

Le quotidien a effectivement changé pour nous l'augmentation des prix des denrées de premières nécessité et nous espérons que cette situation soit temporaire et les délestages que nous remarquons en ce moment qui selon le directeur de L'Energie du Mali la mauvaise pluviométrie et la crise sont les raisons fondamentales

Mais déjà la junte a convenu d'un accord cadre avec le médiateur désigné par la CEDEAO qui prévoit la mise en place d'une commission de transition avec un super premier ministre avec le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Cette action va favoriser la levée de l'embargo imposé par la CEDEAO et un retour à la vie normale et va permettre à la transition de faire face au conflit dans le nord du Mali.

C'est chose faite avec cet accord cadre l'ordre constitutionnel a été instauré et le Mali a désormais un nouveau président par intérim. Il n'y a plus d'embargo et à Bamako la vie redevient normale petit à petit avec les administrations publiques et le secteur privé qui ont commencé à travailler ce lundi sans problème. Ce consensus est le signe que le Mali amorce une nouvelle étape démocratique tant bien que le nord est entre les mains des bandits armés chose qui n'est qu'une question de temps car une remobilisation des troupes est en train de se mettre sur place avec l'appui de la CEDEAO et de la communauté internationale le Mali va reconquérir à nouveau tout son territoire et cela est la conviction de nous tous ici si la voie des dialogues n'aboutit pas à une normalisation alors la restauration de l'état se fera malheureusement par la force des armes.

Moussa COULIBALY